

# Invasion turque au Rojava

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

Le retrait-surprise des forces américaines de Syrie pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour l'ensemble de la région et pas seulement pour les Kurdes du Rojava au Nord-est de la Syrie. Il est utile de dessiner un tableau de la situation et d'examiner les conséquences envisageables.

En 2015, les États-Unis ont collaboré avec le YPG kurde pour combattre l'État islamique et la contribution kurde fut déterminante. À la suite de la première déclaration surprise du président Trump de retirer les forces américaines de Syrie, le chef d'État-major américain Mattis avait démissionné. Les pays occidentaux engagés dans la lutte contre l'État islamique avaient insisté pour que cette évacuation ne se réalise pas, car elle mettrait en danger la population kurde de Syrie. Le président Trump a différé sa décision. Il a récidivé et décidé de retirer les troupes américaines de la frontière syro-turque, donnant ainsi le feu vert à l'invasion turque.

Pourtant, le 27 août, les Forces démocratiques syriennes qui incluent l'YPG avaient accepté de retirer leurs forces sur une bande de territoire de 5 à 14 kilomètres. Mais la Turquie exige de contrôler elle-même un couloir de 32 kilomètres. C'est la troisième intrusion turque d'octobre 2019 baptisée « source de la paix » qui fait suite à celle du « rameau d'olivier » en janvier 2018 et celle de « bouclier de l'Euphrate » en août 2016.

Pour Erdogan, une entité autonome turque est à éliminer à tout prix. L'intention déclarée d'Erdogan est de placer dans cette « zone de sécurité » frontalière 2 millions de réfugiés syriens, réduisant encore plus le territoire du Rojava et la continuité territoriale kurde. En Turquie même, les 16 millions de Kurdes sont soumis à des mesures discriminatoires.

L'attaque turque est supportée par des forces antigouvernementales syriennes soutenues par la Turquie. Le gouvernement provisoire syrien en exil a annoncé la fusion des armées syriennes dissidentes de l'Armée nationale syrienne et du Front de libération national basées respectivement

à Alep et à Idlib. Il collabore probablement avec la Turquie pour établir une zone de sécurité au Nord de la Syrie. Erdogan espère créer une division entre les populations arabes et turques dans le Nord syrien et notamment entre les forces kurdes du YPG et les forces arabes qui se sont unies au YPG au sein des Forces démocratiques syriennes afin de combattre l'État islamique.

Les capacités militaires du YPG sont limitées devant la force de feu de l'artillerie turque. Des centaines de milliers de Kurdes se retirent de la zone des combats et la crise humanitaire s'aggrave de jour en jour.

Il est fort possible que l'État islamique profite du chaos actuel pour se reconstituer et libérer les milliers de prisonniers qui sont sous la surveillance des Kurdes au Rojava. Selon l'ancien chef d'état-major américain Mattis, il faut s'attendre à une résurgence de l'État islamique.

Les forces armées gouvernementales syriennes et les milices chiites contrôlées par l'Iran renforcent leurs positions dans l'Est syrien en vue de prendre possession des puits de pétrole de Deir ez-Zour. Des manifestations anti iraniennes s'y sont tenues ces trois dernières semaines. Faute de soutien américain, les Kurdes ont fait appel à l'armée gouvernementale syrienne - qui jouit de la protection russe - ce qui va renforcer indirectement les milices d'obédience iranienne dans la région.

Les forces kurdes du PKK qui œuvrent clandestinement dans le Kurdistan irakien pourraient augmenter leurs attaques contre la Turquie. Il existe une certaine connivence entre le YPG et le PKK. L'invasion déclencherà en toute probabilité la mobilisation des populations kurdes.

Les pays arabes sunnites qui n'ont pas les meilleurs souvenirs de l'assujettissement aux Ottomans par le passé percevront cette incursion comme une invasion néo-ottomane.

Trump a également déclaré qu'il n'agirait pas si l'attaque turque restait à l'intérieur de certaines limites sans préciser ces dernières. Il a décrété des premières sanctions économiques. Le Congrès américain - incluant des représentants républicains - a désavoué le retrait des forces américaines de Syrie par une majorité écrasante (354 voix contre 60) et va probablement se prononcer pour d'autres sanctions économiques contre la Turquie.

Erdogan menace crûment d'inonder l'Europe de réfugiés syriens au cas où des sanctions économiques seraient prises contre la Turquie. Quelques pays de l'Union européenne dont la France, l'Italie et l'Allemagne ainsi que le Canada ont décidé de cesser de vendre certaines armes à la Turquie.

La Russie qui souffle le chaud et le froid envers les Kurdes pour faire plier la Turquie à ses exigences et l'éloigner des États-Unis a posé son veto à la proposition de résolution américaine au Conseil de sécurité ; la Russie a les mains libres pour imposer sur le terrain la solution qui lui convient.

Il y a peu de chance de trouver une solution diplomatique à la crise actuelle. L'atout de la présence américaine qui permettait dans une grande mesure de contenir l'Iran, réfréner la Turquie, lutter contre l'État islamique, protéger les Kurdes et les opposants syriens du dictature du président Assad et rassurer les pays arabes a été dilapidé.

Plus grave encore est la perte de confiance des amis de l'Amérique qui voient cet immense pays trahir un allié. En jetant le doute sur la fiabilité de l'Amérique, Trump déconstruit l'ordre mondial qui a été maintenu depuis la Seconde Guerre mondiale. Malgré ses défauts, cet ordre mondial a assuré une certaine cohérence et un équilibre relatif dans les relations internationales. L'ensemble des pays de la planète pâtissent de cet état de choses, les États-Unis y compris.

La Turquie est plus isolée que jamais sur le plan international et son économie sera certainement affaiblie.

Au cours de l'histoire, les Kurdes ont particulièrement souffert du cynisme des alliances géopolitiques dont ils ont fait les frais. Malgré leurs différends, les gouvernements de la région collaborent pour étouffer les velléités autonomistes des Kurdes en Turquie (16 millions), en Syrie (2,5 millions), en Irak (6 millions) et en Iran (8 millions). Les Kurdes envisagent sans optimisme le cessez-le feu temporaire récemment négocié alors qu'ils sont coincés entre le marteau syrien et l'enclume turque.

Leur calvaire continue.